



PREFET DE LA DROME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-
Alpes
Unité Territoriale Drôme-Ardèche

Affaire suivie par : Catherine Masson
Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49
courriel : catherine.masson@developpement-
durable.gouv.fr

Valence, le **29 OCT. 2013**

Arrêté préfectoral n° 2013302 - 0011
portant modification des conditions d'exploitation d'une installation de traitement des matériaux
exploitée par la Société LAFARGE GRANULATS SUD à EURRE

Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R512-31 et R512-33 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de traitement des matériaux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4900 du 8 août 2000 autorisant la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE à exploiter une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de EURRE au lieu-dit "Les Brunelles Sud" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-5191 du 16 novembre 2009 transférant à la société LAFARGE GRANULATS SUD l'autorisation d'exploiter l'installation de traitement des matériaux susvisée accordée à la société LAFARGE GRANULATS RHONE AUVERGNE par arrêté préfectoral du 8 août 2000, et modifiant les conditions d'exploitation de l'installation ;

VU la demande présentée le 16 septembre 2013 par la société LAFARGE GRANULATS SUD sollicitant la modification des conditions d'exploitation de l'installation de traitement des matériaux susvisée, portant sur capacité maximale annuelle sur la durée de l'exploitation de l'installation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2013 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation Carrières, en date du 3 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que les matériaux traités par l'installation sont uniquement les sables et graviers extraits de la carrière autorisée par arrêté préfectoral n° 03-4845 du 24 octobre 2003 modifié ;

CONSIDERANT que la fin de l'activité de l'installation de traitement des matériaux est prévue 18 mois après la fin de l'exploitation de la carrière soit au plus tard le 31 août 2016 ;

CONSIDERANT que la capacité maximale annuelle sera réduite, et passera de 135 000 tonnes à 80 000 tonnes ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;
L'exploitant entendu ;

SUR proposition de madame le Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1er

L'arrêté préfectoral n° 4900 du 8 août 2000 modifié par l'arrêté préfectoral n° 09-5191 du 16 novembre 2009, autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à exploiter une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de EURRE au lieu-dit "Les Brunelles Sud" est modifié suivant les prescriptions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – durée de l'autorisation

L'article 2 – Caractéristiques de l'autorisation – de l'arrêté préfectoral n° 4900 du 8 août 2000 modifié est complété par :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 31 août 2016. »

ARTICLE 3 – capacité maximale annuelle

A l'article 2 – Caractéristiques de l'autorisation – de l'arrêté préfectoral n° 4900 du 8 août 2000 modifié, le deuxième alinéa est remplacé par :

« La capacité maximale annuelle de traitement de l'installation est fixée à 80 000 tonnes. »

ARTICLE 4 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 5 - Publication

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de EURRE pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme, l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou

régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 – Exécution

Madame le secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de EURRE et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- à monsieur le directeur de la société LAFARGE GRANULATS SUD ;
- à monsieur le maire de EURRE ;
- au directeur départemental des territoires ;
- à la directrice départementale de la protection des populations ;
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé ;
- au directeur régional des affaires culturelles ;
- à la chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- au chef de l'unité territoriale Drôme-Ardèche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Valence, le **29 OCT. 2013**

Le Préfet,
Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Alice COSTE

